



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations d'entretien des espaces verts de la Caf
de l'Isère et de ses sites "Les Alpins" et "Le Garage
Font" à Grenoble – « Marché Réservé »**

N° du CCAP : 2025CAF38L07A

Caf de l'Isère
3 Rue des alliés
TSA 38429
38051 GRENOBLE CEDEX 9

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations d'entretien des espaces verts de la Caf de l'Isère et de ses sites "Les Alpins" et "Garage fond" à Grenoble
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6 - Garanties Financières	7
7 - Avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement.....	8
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
10 - Développement durable	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
12 - Pénalités.....	10
12.1 - Pénalités de retard	10
12.2 - Autres pénalités spécifiques	10
13 - Assurances.....	10
14 - Résiliation du contrat	11
14.1 - Conditions de résiliation	11
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
15 - Règlement des litiges et langues.....	11
16 - Clauses complémentaires	11
17 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés publics à savoir :

- l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les organismes de Sécurité Sociale
- Le Code de la Commande Publique issu de l'Ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret N°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Prestations d'entretien des espaces verts de la Caf de l'Isère et de ses sites "Les Alpains" et "Garage fond" à Grenoble

La présente consultation a pour objet l'entretien des espaces verts des sites de la Caf de l'Isère afin de préserver durablement la qualité de ses espaces notamment :

- La tonte des pelouses sans ramassage des surfaces herbeuses avec finition
- Taille des arbustes, haies vives et massifs avec ramassage des déchets
- Ramassage des feuilles sur la totalité du site
- Désherbage mécanique ou thermique sur les parkings et rebords de trottoirs

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution du contrat sont les suivants :

- Le Siège de la Caf de l'Isère - 3, Rue des Alliés - 38051 GRENOBLE CEDEX
- Les Alpains - 10, Rue René Lesage - 38000 GRENOBLE
- Le Garage Font - 3, Rue Leconte de Lisle - 38000 GRENOBLE

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Mémoire technique dûment complété et signé.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où des conditions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur; leur application reprendrait un caractère prioritaire.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseur au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura la connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre. Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents/informations/de données sur quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord préalable de l'organisme. Le titulaire s'engage à restituer à l'organisme à l'issue de sa prestation ou en cas de résiliation, tous les documents cités sus cités ainsi que leur reproduction. Le non-respect de ces dispositions expose les contrevenants à des poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Secret professionnel : Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution de la prestation, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou règlementaires, échappant au contrôle du titulaire. Les informations mises à la disposition du prestataire ou qui sont échangées dans le cadre du présent marché, qu'elles soient ou non à caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal.

La confidentialité et le secret professionnel se poursuivent au-delà de la durée du marché.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces obligations par son personnel. En cas de manquement à cet impératif, le marché serait immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf envers le titulaire fautif. **Plan de sureté :** Dans le cadre du plan de sureté de la Caf de l'Isère et conformément aux dernières recommandations ministérielles, un renforcement des contrôles d'accès et des moyens d'identification des personnes par voie de badge nominatif a été mis en place aux seins des établissements de la Caf de l'Isère. Aucune personne ne pourra avoir accès à nos espaces de travail sans être accompagnée par un agent de la Caf de l'Isère et un badge spécifique visiteur, remis par l'agent Caf qui vous accueillera, devra être porté de façon visible pendant toute la durée de présence au sein de nos établissements. Une consigne a été donnée, en interne afin que soit signalée sans délai toute personne n'étant pas porteuse de badge d'identification. **Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialités et/ou des mesures de sécurité.**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Laïcité et neutralité. Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations aura lieu du 02/01/2026 au 31/12/2026.

L'exécution des prestations aura lieu jusqu'au 31/12/2026.

4.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global de la prestation faisant l'objet de ce marché sont :

- prix unitaire des prestations par bâtiment et présenté selon le DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

Ces prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de la prestation et la remise du livrable associé. Ils comprennent tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission, telles que la préparation, l'assistance, l'organisation et émission de tous documents nécessaires, les éventuelles réunions, tous les frais de déplacement, d'hébergement et de repas inclus ou autres frais éventuels nécessaires à l'exécution des missions prévues au cahier des charges.

Ces prix est, par ailleurs, réputé tenir compte des sujétions induites par les prescriptions légales et réglementaires en vigueur à la date d'établissement du prix du présent marché.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " SOIT SEPTEMBRE 2025.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n-3) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage). soit JUIN DE L'ANNEE en cours
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index EV4 « Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ».

Le calcul de la révision des prix est pris en charge **et à l'initiative du titulaire**. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;

Les demandes de paiement devront parvenir sur chorus pro

Siret Caf Isère : 535 373 071 00015

ou à l'adresse suivante :

Caf de l'Isère

Pôle Achats/Marchés

3 Rue des Alliés

TSA 38429

38051 GRENOBLE CEDEX 9

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu par la Caf. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par courriel ou fax. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par la Caf, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le marché sera réservé aux structures du handicap et/ou aux structures d'insertion par l'activité économique ou à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés, en application de l'article L2113- 4 du Code de la Commande Publique.

La Caf de l'Isère dans le cadre de l'exécution de la clause sociale est représentée par :
Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole

L'Article 1 du CCTP précise les modalités de mise en œuvre de cette clause d'exécution et les conditions de son contrôle.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le candidat devra indiquer dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre ou méthodes utilisés dans le respect d'une démarche environnementale et conformément à l'article 2 du CCTP.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les prestations exécutées, sont conformes aux prescriptions prévues aux cahiers des charges et à l'offre du titulaire.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Se référer à l'Article 6 du CCTP.

Les vérifications seront effectuées par le Représentant de la Caf de l'Isère .

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé selon le planning transmis (cf CCTP) , par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10,00 €. Dans les 3 jours suivant la date prévue de réalisation de la prestation et pour chacun des sites concernés.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.
Les jours de retard s'entendent en jours calendaires.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

L'ensemble des pénalités prévu au présent cahier des charges s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence de port de la carte d'identification professionnelle ou badge	Forfaitaire	10,00 €	Par infraction constatée
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	5,00 €	Par infraction constatée, et notamment celles indiquées à l'Article 5 du CCTP.
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	5,00 €	Par infraction constatée
Planning	Journalière	5,00 €	A compter de l'expiration du délai fixé à l'Article 5 du CCTP, soit à partir du démarrage du marché.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, seul le tribunal du pouvoir adjudicateur est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Clauses complémentaires

Changement dans la situation des parties

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à la Caf de l'Isère tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf de l'Isère des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'attributaire est informé que la Caf de l'Isère ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la Caf de l'Isère n'aurait pas eu connaissance.

Obligation du titulaire : Le titulaire du marché et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'Article 2.6 relatif à la neutralité et laïcité. Il est de la responsabilité du titulaire du marché de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande sans le cadre du marché.

Le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

17 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Pôle Achats/Marchés

Le 24/07/2025

Lu et approuvé (signature)